



Les États seront toujours nos ennemis quelle que soit l'idéologie qui les anime

Encore une fois, nous battons le pavé dans l'espoir que l'État entende nos doléances. Mais nous savons qu'inéluctablement les gouvernements, quelle que soit leur idéologie, doivent trouver des fonds pour faire fonctionner leur structure qu'impose ce système étatique capitaliste. Ces États nécessitent armées, gendarmes, polices, services secrets, prisons..., pour que l'injustice sociale règne et perdure, car dans ce système, basé sur l'accumulation, il faut des pauvres pour qu'il y ait des riches.

Quelques explications sur le fonctionnement de ce système politico-économique sont peut-être nécessaires.

Les États, principaux piliers du capitalisme, puisque vivant de l'impôt tiré de la sur-valeur (plus-value) qui fait le bénéfice des entreprises et les salaires - propres et sociaux faussement appelés « charges » -, n'ont comme solution que ces deux sources de financement.

Mais nous sommes à l'heure de la mondialisation et de la technologie rationalisante. L'une mettant en concurrence les entreprises - forçant une production à moindre coût - et l'autre faisant chuter le nombre de salariés - seule source de la valeur - et permettant la production de toujours plus de marchandises.

Car la valeur est fonction du nombre d'heures fournies par la force de travail et du nombre de produits générés. En diminuant le nombre de salariés et en augmentant la production, la valeur diminue, le prix de vente peut et doit toujours baisser pour s'aligner sur la concurrence dorénavant internationale, il y a moins de bénéfices et donc moins de sur-valeur aussi.

D'un côté, les États perçoivent donc moins d'impôts des entreprises, et en leur fournissant par la loi des moyens d'en être exemptées, pour leur permettre d'investir afin d'être toujours compétitives internationalement, s'assurent ainsi un minimum de rentrées. De l'autre côté, pour éviter l'inflation, les salaires ont été bloqués et l'accès au crédit a été facilité. Les sources de rentrée des États se minorent d'année en année !

Alors où trouver de l'argent ? Les États n'ont qu'à fabriquer de la monnaie, me direz-vous ! Et l'ISF, hein ?

Mais, c'est mal connaître le fonctionnement interétatique des banques nationales. La comptabilité en partie double impose un équilibre entre les crédits et les débits. Si la Banque de France emprunte des euros à la Banque d'Europe (BCE), ou si la Banque de Madagascar emprunte à la Banque mondiale (BM) par exemple, les sommes prêtées seront inscrites dans la colonne débit du prêteur. Une dette est créée et l'argent une fois rendu sera noté dans la colonne crédit, puis il sera brûlé, seuls resteront les agios. Quant à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) transformé en 2017 par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), solidarité de classe oblige, il ne sert principalement qu'à relancer l'investissement dans les entreprises (Les Échos, le 30 sept. 2019).

Les États, de par la contradiction systémique (la valeur diminuant par la rationalisation technologique), se voient forcés de trouver des fonds pour éviter à terme la banqueroute et ce sont toujours, dans notre classe sociale, les moins organisés qui feront l'objet de la ponction !

Nous ne sommes plus dans les années 70, la répartition équitable de la sur-valeur ou plus-value (idéologie marxiste) n'est plus possible du fait de l'évolution du système étatique capitaliste qui, rappelons-le, est dynamique n'impliquant aucun retour possible dans le passé !

L'heure est au changement de société !

Passons de l'État-nation concurrentiel et guerrier à un fédéralisme anarchiste basé sur un pacte d'entraide et pacifique ! Passons de l'économie capitaliste basée sur l'accumulation destructrice sans fin à une activité distributive basée sur : « de chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins » !

Alors, voile au vent ! cap vers l'anarchie ! première escale : la grève !

Et « joyeux, bras dessus bras dessous » (comme le dit la chanson), si nous occupions nos lieux de travail ? C'est par l'action directe et le fédéralisme intercorporatif que nous réussirons à sauvegarder nos acquis sociaux ! Établissons l'équité salariale dans chacun de nos lieux de travail ! Et qui sait, si par delà les frontières, les travailleurs font de même, nous pourrions tenter la gestion directe dans l'entraide et en finir avec les classes sociales, le patronat, le salariat, la valeur, l'argent, la marchandise, l'État et ses frontières.

Syndicat intercorporatif de Montpellier CNT-AIT

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste, fédéraliste et internationaliste, pratiquant la gestion directe. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et l'entraide. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Pour nous contacter et recevoir gratuitement deux exemplaires de notre presse :

Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT – BP 41176 – 34009 Montpellier cedex 1
contact@cnt-ait-montpellier.org

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du Travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>